

« Schéma départemental de covoiturage du Var : conception, gestion, maintenance et promotion du site internet de covoiturage du Var. »

Entre :

Le Département du Var, chef de file de l'opération, représenté par M. Marc GIRAUD, Président du Conseil Départemental du Var, bénéficiaire de l'aide FEDER-FSE 2014-2020, ci-après dénommé « chef de file »

Raison sociale (le cas échéant) : Département du VAR

Adresse : Hôtel du Département

Identité du bénéficiaire : DEPARTEMENT DU VAR

N° - Libellé de la voie : 390 avenue des Lices

Complément d'adresse : CS41303

Code postal : |8|3|0|7|6| Localisation communale : Toulon cedex

SIRET : _____

Et la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, représenté par Hubert FALCO, Président de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, bénéficiaire de l'aide FEDER-FSE 2014-2020

Raison sociale (le cas échéant) :

Adresse :

Identité du bénéficiaire : _____

N° - Libellé de la voie : _____

Complément d'adresse : _____ d'adresse :

Code postal : | | | | | | Localisation communale :

SIRET : _____

Et la Communauté d'Agglomération Dracénoise, représenté par Olivier AUDIBERT-TROIN, Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, bénéficiaire de l'aide FEDER-FSE 2014-2020

Raison sociale (le cas échéant) : COMMUNUATE D'AGGLOMERATION DRACENOISE

Adresse :

Identité du bénéficiaire : Communauté d'Agglomération Dracénoise

N° - Libellé de la voie : Square Mozart _____

Complément d'adresse : CS 90129 _____

Code postal : |8|3|0|0|4| Localisation communale : DRAGUIGNAN cedex

SIRET : _____ 2483004930

0124 _____

Et la Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée, représenté par Georges Ginesta, Président de la Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée, bénéficiaire de l'aide FEDER-FSE 2014-2020

Raison sociale (le cas échéant) :

Adresse :

Identité du bénéficiaire : _____

N° - Libellé de la voie : _____

Complément d'adresse : _____ d'adresse :

Code postal : | | | | | | Localisation communale :

SIRET : _____

Et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, représenté par Jacques Bianchi, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, bénéficiaire de l'aide < fonds européen concerné >

Raison sociale (le cas échéant) :

Adresse :

Identité du bénéficiaire : _____

N° - Libellé de la voie : _____

Complément d'adresse :

Code postal : [][][][][][] Localisation communale :

SIRET : _____

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de réalisation du projet de « **Schéma départemental de covoiturage du Var : conception, gestion, maintenance et promotion du site internet de covoiturage du Var** », cofinancé par l'Union Européenne dans le cadre du Programme Opérationnel Régional PACA FEDER/FSE 2014-2020 ainsi que les modalités de partenariat entre le chef de file et ses partenaires, leurs obligations et responsabilités.

ARTICLE 2 – Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par toutes les parties.

Elle reste en vigueur a minima pendant toute la durée de validité de la décision attributive (date limite pour la réalisation de l'opération) et des engagements qu'elle produit.

La convention reste, en tout état de cause, en vigueur tant que le chef de file ne s'est pas pleinement acquitté de ses obligations envers l'autorité de gestion et tant que le chef de file et ses partenaires ne se sont pas acquittés de leurs obligations réciproques, telles que définies dans la présente convention.

La présente convention devient caduque si le projet collaboratif ne fait l'objet d'aucune décision attributive d'aide européenne.

ARTICLE 3 – Désignation du chef de file

D'un commun accord, les partenaires désignent le Département du Var comme bénéficiaire chef de file du projet.

Le chef de file du projet présente, au nom de tous les bénéficiaires, la demande de subvention communautaire pour la réalisation du projet mentionné à l'article 1 et s'engage à signer la convention attributive de l'aide FEDER.

ARTICLE 4 – Budget prévisionnel du projet

Le plan de financement équilibré de l'opération présentant l'ensemble des postes de dépenses et des ressources par partenaire est annexé à la présente convention.

Cette annexe vise notamment à préciser les cofinancements sollicités dans le cadre de l'opération partenariale et l'autofinancement que chaque partenaire s'engage à mobiliser.

Cependant, dans le cadre de l'instruction du dossier de demande de subvention communautaire, ce plan de financement pourra évoluer.

Par conséquent, en cas d'obtention de l'aide européenne, c'est le plan de financement annexé à la convention attributive de subvention FEDER qui déterminera le montant prévisionnel de FEDER, son taux, et la répartition, entre le chef de file et ses partenaires, des dépenses et des ressources de l'opération co-financée par les fonds structurels européens.

Le chef de file s'engage à reverser aux partenaires la partie de la subvention qui leur revient, conformément au plan de financement annexé.

ARTICLE 5 – Obligations du chef de file

Le chef de file signe la convention attributive de l'aide FEDER.

Le chef de file réalise les actions prévues conjointement avec les autres partenaires selon les modalités et les délais prévus dans la décision juridique attributive de l'aide.

Il est responsable de la coordination administrative et financière de l'opération. Il s'acquitte de toutes les obligations découlant de la convention attributive de l'aide, en particulier les obligations suivantes :

a) en matière de suivi administratif

- Répondre, en tant qu'interlocuteur unique et en accord avec ses partenaires, aux demandes émanant de l'Autorité de gestion ;
- Veiller au démarrage du projet (coordonné avec tous les partenaires), ainsi qu'à son exécution selon les modalités et les délais prévus dans le dossier de demande de subvention FEDER ;
- Informer l'Autorité de gestion du démarrage effectif du projet, de son avancement physique et des modalités de son suivi administratif et financier ;
- Recueillir les indicateurs de ses partenaires tels que définis dans la présente convention et identiques à ceux qui sont inscrits dans la convention attributive de l'aide FEDER afin de les présenter à l'Autorité de gestion ;
- S'assurer que les données transmises par les partenaires lors des remontées de dépenses, soient cohérentes avec ce qui est prévu dans la présente convention, avant de les transmettre à l'Autorité de gestion ;
- Conserver et rendre disponibles, sur demande des corps de contrôles, toutes les pièces relatives au projet et à sa mise en œuvre conformément aux dispositions issues de la réglementation des aides d'état qui s'appliquent à l'opération ou pendant une période de 2 ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes de l'Autorité de gestion dans lesquels figurent les dépenses finales de l'opération achevée ;

- Répondre en coordination avec ses partenaires aux éventuels contrôles des autorités habilitées.

b) En matière de suivi financier :

- Respecter le budget prévisionnel tel que présenté dans le dossier de demande de subvention FEDER ainsi que l'échéancier de remontées des justificatifs des dépenses ;
- S'assurer que chaque partenaire tient une comptabilité des dépenses liées à sa participation au projet ;
- Préparer et consolider la ou les demandes de paiement. Pour cela, il sollicite les partenaires pour qu'ils lui transmettent toute pièce justificative permettant d'établir la demande de paiement de l'aide. Il s'assure de la cohérence des données transmises par les partenaires avant transmission à l'Autorité de gestion. Il consolide les états d'avancement accompagnés des justificatifs de dépenses, et le cas échéant les justificatifs de versements des cofinancements obtenus pour l'opération ;
- Recueillir les demandes de reversement du FEDER émanant de ses partenaires, procéder aux demandes de versement du FEDER et leur verser, dans le délai prévu dans cette présente convention, leurs quotes-parts respectives ;
- Produire les justificatifs de versement effectif de la part FEDER pour chaque partenaire et les envoyer à l'Autorité de gestion ;
- Alerter l'autorité de gestion d'éventuelles modifications du plan de financement ou de la nature du projet, validées par l'ensemble des partenaires.

ARTICLE 6 – Obligations des partenaires

Les partenaires acceptent la coordination technique et administrative du chef de file et autorisent ce dernier à signer la convention attributive de l'aide FEDER. A ce titre, ils s'engagent à :

- Fournir les informations ou documents nécessaires à l'instruction, au suivi et au contrôle du projet en respectant les délais que doit tenir le bénéficiaire chef de file ;
- Réaliser les actions prévues conformément aux modalités et aux délais définis dans le dossier de demande de subvention FEDER ;
- Transmettre au chef de file des informations régulières sur l'avancement physique, administratif et financier de la partie du projet qui les concernent, et nécessaires à la mise en place du système de suivi du projet ;

- Faire remonter au bénéficiaire chef de file les états récapitulatifs des dépenses tels qu'ils doivent être présentés pour les demandes de paiement de la subvention FEDER ;
- Renseigner les indicateurs réalisés pour les actions, chacun en ce qui les concerne et les faire remonter au bénéficiaire chef de file ;
- Atteindre, conjointement et solidairement, les indicateurs de réalisation inclus dans le cadre de performance définis dans la convention attributive de l'aide européenne ;
- Reverser, le cas échéant, le montant de l'indu de la subvention FEDER demandé par les corps de contrôle au chef de file chacun en ce qui les concerne ;
- Prévenir le bénéficiaire chef de file en cas de changement du plan de financement ou de la nature de la partie du projet qui les concerne afin que les mesures concernant la convention attributive de subvention FEDER puissent être prises (avenant ou autre).

ARTICLE 7 – Modalités de versement des fonds européens au bénéficiaire chef de file et aux partenaires

Le chef de file prépare, consolide une demande de paiement et la transmet à l'Autorité de gestion. Il sollicite au nom de tous les partenaires le versement de la subvention européenne et la perçoit dans son intégralité.

Le versement de l'aide est conditionné par la production d'une demande de paiement du bénéficiaire chef de file complète, accompagnée :

- d'un état récapitulatif pour chaque partenaire certifié exact par le comptable public (pour les bénéficiaires publics) ou le commissaire aux comptes ou un tiers qualifié (pour les bénéficiaires privés) ;
- de copies des pièces justificatives probantes et d'autres pièces permettant d'attester de la réalité des actions ;
- d'un document attestant du paiement effectif des cofinancements publics ;
- et d'un bilan d'exécution.

Le plan de financement, annexé à la convention attributive de l'aide FEDER, présente pour chaque partenaire le montant de l'aide européenne à verser sous réserve de la réalisation de l'opération et du respect de la réglementation en vigueur.

Il s'agit d'un montant prévisionnel. Le montant définitif de la subvention FEDER sera calculé en fonction des dépenses éligibles, payées et justifiées et des cofinancements publics réellement perçus.

En cas de réfaction du montant FEDER final alloué à l'opération pour non atteinte partielle ou totale des objectifs du cadre de performance défini dans la convention attributive de l'aide européenne, le taux de réfaction sera appliqué au montant de l'aide européenne reversée à chaque partenaire.

L'Autorité de gestion s'assure de la conformité des dépenses présentées dans la demande de paiement du chef de file et des pièces justificatives correspondantes. Elle verse l'intégralité du montant de la subvention européenne sur le compte du chef de file correspondant aux dépenses

présentées dans la demande de paiement et certifiées par l'Autorité de gestion.

Dans un délai d'un mois suivant ce versement, le chef de file transfère aux partenaires le montant qui leur est dû par virement bancaire, selon les modalités de répartition financière fixées dans la présente convention.

ARTICLE 8 – Obligations du chef de file et des partenaires en matière de publicité, de respect des principes transversaux et de réglementation européenne et nationale applicable

Pour la mise en œuvre des opérations soutenues par le FEDER, le chef de file et ses partenaires s'engagent à respecter leurs obligations respectives en matière de publicité, de principes horizontaux et de « droit applicable » à l'opération.

- Publicité : le chef de file et ses partenaires s'engagent à respecter les modalités de publicité telles qu'elles sont décrites dans le règlement d'exécution n° 821/2014 susvisé.
- Principes transversaux : le chef de file et ses partenaires veillent au respect des principes horizontaux (égalité entre les hommes et les femmes, la non-discrimination et le développement durable) dans la mise en œuvre de leur opération.
- Le chef de file et ses partenaires s'engagent à respecter le droit applicable notamment en matière de commande publique, aides d'Etat et concurrence.

ARTICLE 9 – Confidentialité et droit de propriété et d'utilisation des résultats

Le bénéficiaire chef de file et ses partenaires s'engagent à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention attributive de financement, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice à l'autre partie.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

Propriété et utilisation des résultats

Les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'opération, des rapports et autres documents concernant celle-ci, sont dévolus au bénéficiaire chef de file et ses partenaires.

Sans préjudice des dispositions du précédent paragraphe, le bénéficiaire chef de file et ses partenaires octroient à l'autorité de gestion le droit d'utiliser librement et comme elle juge opportun les résultats de l'opération.

ARTICLE 10– Traitement des litiges

En cas de litiges, le chef de file et les partenaires recherchent une solution à l'amiable.

A défaut, en cas de contentieux, le Tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Marseille.

ARTICLE 11 – Modifications de la convention

En cas de modification des termes de cet accord, un avenant pourra être annexé au présent document et signé par le bénéficiaire chef de file et ses partenaires. La transmission de(s)

avenant(s) à l'Autorité de gestion est obligatoire sous un délai de 10 jours à compter de la signature de l'avenant.

Dans tous les cas, il est nécessaire de communiquer tout changement de cette convention à l'Autorité de gestion afin de ne pas rendre caduque la convention FEDER liant le bénéficiaire chef de file à l'Autorité de gestion puisque ce présent accord est une annexe contractuelle de la convention attributive de l'aide.

ARTICLE 12 – Annexes

Sont annexés à la présente convention et font partie intégrante de celle-ci les documents suivants :

Annexe 1 : Plan de financement prévisionnel du projet détaillé par partenaire en dépenses et en ressources

Annexe 2 : Détails des actions portées par chaque partenaire (avec montants indicatifs)

Convention multipartenariale entre le Département du Var, la CCI du Var, TPM, la CAD et la CAVEM relative à la conception, la gestion, la maintenance et la promotion du site internet de covoiturage du Var, opération collaborative cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional Programmation 2014-2020

Fait à _____, le _____

En 7 exemplaires :

Le Département du Var, chef de file,

Le Président du Conseil Départemental du Var

Marc GIRAUD

Convention multipartenariale entre le Département du Var, la CCI du Var, TPM, la CAD et la CAVEM relative à la conception, la gestion, la maintenance et la promotion du site internet de covoiturage du Var, opération collaborative cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional Programmation 2014-2020

Fait à _____, le _____

En 7 exemplaires :

La Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée,

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

Convention multipartenariale entre le Département du Var, la CCI du Var, TPM, la CAD et la CAVEM relative à la conception, la gestion, la maintenance et la promotion du site internet de covoiturage du Var, opération collaborative cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional Programmation 2014-2020

En 7 exemplaires :

Fait à _____, le _____

La Communauté d'Agglomération Dracénoise,

Le Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise

Olivier AUDIBERT-TROIN

Convention multipartenariale entre le Département du Var, la CCI du Var, TPM, la CAD et la CAVEM relative à la conception, la gestion, la maintenance et la promotion du site internet de covoiturage du Var, opération collaborative cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional Programmation 2014-2020

En 7 exemplaires :

Fait à _____, le _____

La Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée,

Le Président de la Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée

Georges GINESTA

Convention multipartenariale entre le Département du Var, la CCI du Var, TPM, la CAD et la CAVEM relative à la conception, la gestion, la maintenance et la promotion du site internet de covoiturage du Var, opération collaborative cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional Programmation 2014-2020

En 7 exemplaires :

Fait à _____, le _____

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var,

M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var

Jacques BIANCHI

ANNEXE 1: PLAN DE FINANCEMENT PARTENARIAL

DEPENSES	MONTANT € HT	RESSOURCES	MONTANT € HT
DEPARTEMENT DU VAR		DEPARTEMENT DU VAR	
Marché de création, gestion, maintenance et promotion d'un site de covoiturage	206,000	FEDER	247,500
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le suivi du marché de covoiturage	22,000	ETAT	0
Frais de communication	17,000	REGION	30,000
Frais de personnel (pilotage, animation)	250 000	TPM	30,000
-	-	CAD	15,000
-	-	CAVEM	15,000
-	-	CCI du Var	10,000
-	-	Autofinancement	147,500
Sous total	495000	Sous total	495,000
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TOULON PROVENCE MEDITERRANEE		COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TOULON PROVENCE MEDITERRANEE	
Frais de communication	9,000	FEDER	4,500
-	-	ETAT	0
-	-	REGION	0
-	-	Autre public	0
-	-	Contributions privées	0
-	-	Autofinancement	4,500
Sous total	9,000	Sous total	9,000
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DRACENOISE		COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DRACENOISE	
Frais de communication	3,000	FEDER	1,500
-	-	ETAT	0
-	-	REGION	0
-	-	Autre public	0
-	-	Contributions privées	0
-	-	Autofinancement	1,500
Sous total	3,000	Sous total	3000
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAR ESTEREL MEDITERRANEE		COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAR ESTEREL MEDITERRANEE	0
Frais de communication	20,000	FEDER	19,000
Frais de personnel (animation)	18,000	ETAT	0
-	-	REGION	0
-	-	Autre public	0
-	-	Contributions privées	0
-	-	Autofinancement	19,000

Sous total	38,000		Sous total	38,000
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR			CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR	
Frais de communication	8,000		FEDER	40,000
Frais de personnel (animation)	72,000		ETAT	0
-	-		REGION	0
-	-		Autre public	0
-	-		Contributions privées	0
-	-		Autofinancement	40,000
Sous total	80,000		Sous total	80,000
TOTAL	625,000		TOTAL	625,000

ANNEXE 2 : Récapitulatif de l'opération collaborative et de ses livrables

	Département du Var	TPM	CAD	CAVEM	CCI du Var
Plan d'actions du projet					
<u>Action 1 : création d'un outil de mise en relation des covoitureurs</u> Nature des livrables Montant indicatif Indicateurs prévisionnels	- Lancement d'un marché pour la création d'un site internet et d'une application mobile de covoiturage - 50 500 € HT - ouverture du site internet et de l'application mobile au 1er semestre 2016				
<u>Action 2 : promotion, communication, animation en faveur du covoiturage</u> Nature des livrables Montant indicatif Indicateurs prévisionnels	- campagne de lancement promotionnel et plan de communication réalisés dans le cadre du marché de création du site de covoiturage 30 600 € HT - Frais de	Frais de communication hors marché (insertion publicitaire, affichage, impressions affiches, éditions flyers, magazines	Frais de communication hors marché (insertion publicitaire, affichage, impressions affiches, éditions flyers, magazines	Frais de communication hors marché (insertion publicitaire, affichage, impressions affiches, éditions flyers,	Frais de communication hors marché (insertion publicitaire, affichage, impressions affiches, éditions flyers,

	communication hors marché (affichage, impressions, magazine institutionnel) : 17 000 €HT - Réalisation d'outils de communication : 55 010€HT	institutionnelle) : 9 000€HT	institutionnelle) : 3 000€HT	institutionnelle) : Distribution, campagne radio) : 20 000€HT	guide, magazine Var éco news) : 8 000€HT
<u>Action 3 : gestion et maintenance du site internet et de l'application mobile du covoiturage</u> Nature des livrables Montant indicatif Indicateurs prévisionnels	Gestion, maintenance et évolution du site internet de covoiturage : 74 990€HT				

Détails éventuels sur l'opération :